

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

---

**Services de conseils en propriété industrielle pour la  
gestion de portefeuilles de brevets d'invention**

---

N° du CCAP : 25PIM051

**ACCORD-CADRE PASSE POUR LE COMPTE DU GROUPEMENT DE COMMANDES COMPOSE DES ACHETEURS SUIVANTS :**

Coordonnateur du groupement












**UNIVERSITE GRENOBLE ALPES**  
ci-après dénommée « UGA »  
CS 40 700 38058 GRENOBLE CEDEX 9

Autres membres du groupement

**INSTITUT POLYTECHNIQUE DE GRENOBLE**  
ci-après dénommé « Grenoble INP - UGA »  
46 avenue Félix-Viallet 38031 GRENOBLE CEDEX 01

**SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES LINKSIUM**  
ci-après dénommée « SATT Linksium »  
Site Bouchayer Viallet, 31 Rue Gustave Eiffel 38000 GRENOBLE

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Services de conseils en propriété industrielle pour la gestion de portefeuilles de brevets d'invention
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	9
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	Défini par lot
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
1.3 - Périmètre du contrat .....	5
1.4 - Dispositions générales .....	5
1.5 - Type d'accord-cadre .....	9
1.6 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	9
1.7 - Réalisation de prestations similaires .....	10
2 - Pièces contractuelles .....	10
3 - Protection des données à caractère personnel .....	10
4 - Durée et délais d'exécution .....	11
4.1 - Durée du contrat .....	11
4.2 - Reconduction .....	11
5 - Prix .....	11
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	11
5.2 - Modalités de variation des prix.....	12
6 - Garanties Financières.....	13
7- Avance .....	13
7.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	13
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	13
8 - Modalités de règlement des comptes.....	13
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	13
8.2 - Présentation des devis.....	13
8.3 - Présentation des demandes de paiement .....	14
8.4 - Délai global de paiement.....	16
8.5 - Paiement des cotraitants.....	16
8.6- Paiement des sous-traitants .....	16
9 - Conditions d'exécution des prestations.....	16
9.1 - Participation à des réunions .....	16
9.2 - Suivi annuel du marché par le prestataire .....	17
9.3 - Tableaux de suivi du portefeuille .....	18
9.4 - Dispositions relatives à la sous-traitance .....	18
10 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	18
11 - Constatation de l'exécution des prestations .....	18
11.1 - Vérifications .....	18
11.2 - Décision après vérification .....	18
11.3 - Réexamen .....	19
12 - Garantie des prestations.....	19
13 - Pénalités .....	19
13.1 - Pénalité en cas de retard de signalement d'un incident .....	19
13.2 - Pénalité en cas de non-remplacement d'un intervenant.....	19
13.3 - Pénalité en cas d'absence à une réunion.....	20
13.4 - Pénalité en cas de retard dans la réalisation des prestations de suivi annuel du marché .....	20
13.5 - Pénalité en cas de retard de transmission des pièces et informations en cas de transfert .....	20
13.6 - Pénalités applicables au titre des missions décrites au CCTP .....	20
13.7 - Sanction pour mauvaise exécution des prestations - qualité insuffisante .....	20
13.8 - Pénalités en cas de non transmission de la facture à réception des pièces justificatives .....	20
13.9 - Exonération et plafonnement des pénalités .....	21
13.10 - Pénalité pour travail dissimulé .....	21
14 - Assurances .....	21
15 - Résiliation du contrat .....	21
15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre.....	21
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	21
16 - Règlement des litiges et langues .....	22
17 - Dérogations .....	22

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

### Services de conseils en propriété industrielle pour la gestion de portefeuilles de brevets d'invention

Au titre des missions de conseils en propriété industrielle susceptibles d'être confiées par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire du présent Accord-cadre, figurent notamment les prestations suivantes :

- la rédaction, le dépôt et la gestion des titres de propriété industrielle ou des actes en matière de propriété industrielle, droits annexes, toute question connexe se rapportant à ces droits ;
- le recueil auprès du Pouvoir Adjudicateur de toutes informations sur ses activités et projets, sur l'état de la technique, sur les droits existants, pour lui proposer et lui fournir une prestation adaptée à la situation ;
- de conseils en propriété industrielle auprès du Pouvoir Adjudicateur par des consultations et en qualité de mandataire. Le Titulaire s'engage à recueillir du Pouvoir adjudicateur les éléments nécessaires, préalablement à toute consultation ou avis qu'il donne, sous quelque forme que ce soit, oralement ou par écrit.

Le Titulaire assure pour le compte du Pouvoir Adjudicateur les formalités administratives, juridiques et fiscales aux fins de déposer et obtenir des titres de propriété industrielle auprès de toute instance administrative compétente dans le monde entier.

Le Titulaire doit toujours faire connaître clairement le nom du Pouvoir Adjudicateur en qualité de mandant, notamment dans ses rapports avec les administrations et organismes traitant de la propriété industrielle.

Le Titulaire, en tant que mandataire du Pouvoir Adjudicateur pour l'obtention d'un titre de propriété industrielle, agit dans le cadre du mandat reçu du Pouvoir Adjudicateur, et dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives au titre à obtenir.

Dans l'hypothèse où le Pouvoir Adjudicateur ne supporte pas l'intégralité des frais associés à l'exercice de ce mandat, il appartient au Titulaire de facturer directement les copropriétaires qui lui seront désignés par le Pouvoir Adjudicateur, à hauteur de leurs quotes-parts respectives.

Il est précisé qu'aucune solidarité ne joue entre les personnes publiques copropriétaires à l'égard du Titulaire (renonciation à la solidarité de l'article 2002 du Code civil).

Certaines prestations nécessitent l'intervention des inventeurs, en particulier l'inventeur principal, dont le Titulaire doit alors recueillir l'avis, pour les éléments techniques relatifs à l'invention.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations du présent marché sont réparties en 9 lots :

Lots	Désignation	Montants maximums annuels contractuels (en € HT)
01	Dispositifs médicaux non implantables - Dispositifs médicaux implantables	525 000 €
02	Traitement du signal - numérique - informatique	340 000 €
03	Chimie organique - chimie thérapeutique - électrochimie	415 000 €
04	Energie - matériaux	515 000 €
05	Diagnostic - biomarqueurs	405 000 €
06	Biotechnologie - biologie moléculaire	390 500 €
07	Physique - mécanique - mécanique des fluides	390 000 €
08	Electronique - réseaux électrique - micro-électronique - nano-matériaux	610 000 €
09	Photonique - optique laser	315 000 €

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un seul opérateur économique.

## **1.3 - Périmètre du contrat**

### 1.3.1 - Groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué entre l'Université Grenoble Alpes (UGA), coordinateur du groupement, L'Institut polytechnique de Grenoble (Grenoble INP - UGA) et la société d'accélération du transfert de technologies Linksum (SATT Linksum). Ses modalités sont définies dans une convention constitutive signée par les membres. Cette convention définit les modalités de fonctionnement du groupement.

Chaque membre du groupement s'engage, dans la convention, à exécuter les accords-cadres pour la part qui le concerne.

### 1.3.2 - Exclusions

Les brevets pour lesquels l'UGA, Grenoble INP - UGA ou la SATT Linksum ne sont pas gestionnaires sont exclus du périmètre du marché.

De plus quelques brevets présentant des particularités seront exclus du marché. Ces particularités sont :

- Une complexité technique du fait d'un domaine scientifique pointu qui n'est pas couvert par les ingénieurs brevets que le titulaire affecte au lot ;
- Une rédaction et/ou examen difficile ;
- Un transfert de gestion en cours vers un autre organisme/entité ;
- Un contrat de licence ayant pour objet un des brevets du Pouvoir Adjudicateur et prévoyant la prise en charge directe des frais de propriété industrielle par le licencié, à l'exception des contrats de licence conclu entre la SATT Linksum et l'UGA ou Grenoble INP - UGA ;
- Et tout brevet en lien avec un brevet concerné par l'un de ces critères ;
- Frais d'apostille et de notarisation à l'occasion d'enregistrement de documents auprès des offices.

## **1.4 - Dispositions générales**

### 1.4.1 - Mandat

Le Pouvoir Adjudicateur décidant d'externaliser les prestations de conseil en propriété industrielle, il donne mandat au Titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre aux fins de réaliser les opérations décrites dans le présent contrat et notamment dans son CCTP, dans les conditions précisées au bon de commande le cas échéant.

### 1.4.2 - Obligation de conseil

Le Titulaire est tenu d'une obligation de conseil vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur.

Le Titulaire s'engage notamment, au terme d'une démarche active et dans les délais et selon les objectifs prévus, à conseiller, informer et mettre en garde le Pouvoir Adjudicateur afin que les prestations soient fournies conformément aux dispositions contractuelles.

Aussi, le Titulaire s'engage notamment à :

- Demander toute information nécessaire à la bonne exécution des prestations au Pouvoir Adjudicateur ;
- Conseiller le Pouvoir Adjudicateur sur tout choix ou toute demande dont il aurait connaissance, et qui pourrait affecter le projet ou avoir une incidence sur les conditions de réalisation ;
- Informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification législative ou jurisprudentielle pouvant affecter un ou plusieurs de ses brevets ;
- Se conformer pour l'exécution de sa prestation et les solutions proposées au Pouvoir Adjudicateur aux contraintes et exigences posées par la réglementation en vigueur ;
- Informer régulièrement le Pouvoir Adjudicateur de tout événement ou circonstance susceptible, notamment, d'affecter le contenu, la continuité, la qualité ou le coût des prestations ;

- Rechercher en permanence l'optimisation économique des prestations fournies au Pouvoir Adjudicateur ;
- Exécuter plus généralement en temps utile son obligation de conseil et de mise en garde auprès du Pouvoir Adjudicateur ;
- Informer le Pouvoir Adjudicateur des éventuelles limites de sa compétence ou de toute autre difficulté qui pourraient compromettre la bonne exécution de la prestation.

#### 1.4.3 - Conflit d'intérêts

Au titre des prestations, objet du présent marché, le Titulaire conseille et assiste le Pouvoir Adjudicateur en propriété industrielle. Conformément à la réglementation encadrant la profession de conseil en Propriété Industrielle, le Titulaire s'interdit toute situation pouvant le placer dans le cas d'un conflit d'intérêt. En particulier, le Titulaire s'abstient dans une même affaire de conseiller, assister, représenter des clients (dont le Pouvoir Adjudicateur) ayant des intérêts opposés. En tout état de cause, il peut accepter d'intervenir comme amiable compositeur.

Le Titulaire ne peut accepter de traiter l'affaire d'un client si le secret d'informations préalablement confiées par un tiers risque d'être violé.

Le Titulaire s'interdit, sauf accord des ayants droit, de remettre en cause devant toutes instances administratives ou judiciaires, la validité intrinsèque d'un titre de propriété industrielle qu'il a lui-même, pleinement et sans réserve, contribué à obtenir pour un de ses clients ; cette interdiction ne s'étend pas à la remise en cause du titre pour en faire constater une déchéance ou la forclusion.

Le Titulaire met en place tous moyens permettant d'identifier les potentiels conflits d'intérêts pouvant émerger. A cet effet, le Pouvoir Adjudicateur peut lui mentionner le nom de société ou établissement pour lesquels un conflit d'intérêt pourrait apparaître si le Titulaire venait à traiter un de leur dossier. Le Titulaire informe le Pouvoir Adjudicateur de tout conflit d'intérêt potentiel et lui propose des solutions pour y répondre, par exemple le transfert du dossier à un autre ingénieur brevets, une conciliation à l'amiable ou son dé-mandatement.

#### 1.4.4 - Confidentialité

En complément des dispositions de l'article 5 du CCAG PI, conformément au code de déontologie applicable aux conseils en propriété industrielle (notamment la loi 90-1052 du 26 novembre 1990, le décret 92-360 du 1er avril 1992, le décret n° 2004-199 du 25 février 2004 modifiant le code de la propriété intellectuelle, la loi n° 2004-130 du 11 février 2004 réformant le statut de certaines professions judiciaires ou juridiques, des experts judiciaires, des conseils en propriété industrielle et des experts en ventes aux enchères publiques), le Titulaire est tenu de maintenir secrets et confidentiels les renseignements et documents dont il prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de l'Accord-Cadre.

Responsable vis-à-vis du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire doit observer le secret professionnel et s'interdit tout conflit d'intérêt.

Le Titulaire, en raison du secret professionnel auquel il est tenu, doit :

- n'accepter de témoigner de ce qu'il peut savoir sur ses clients ou affaires professionnelles que dans les cas prévus par la loi ;
- refuser de donner communication des actes et dossiers de ses clients à toute autre personne qu'aux parties elles-mêmes, leurs héritiers ou ayants droit ou leurs mandataires, ou toute personne autorisée par la loi ou par décision judiciaire, sur justification de leur identité et de leur qualité.

Le secret professionnel n'est pas opposable aux personnes légalement habilitées à effectuer des enquêtes judiciaires, administratives ou douanières, ni aux juridictions.

Le personnel du Titulaire est tenu sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations et documents de toute nature communiqués et/ou dont il a connaissance, écrites ou orales, relatives à l'activité, à la stratégie en matière de valorisation, à

l'organisation, aux personnels du Pouvoir Adjudicateur le cas échéant, ainsi qu'aux contentieux et litiges concernant le Pouvoir Adjudicateur que l'exécution du présent accord-cadre l'amène à connaître.

Le Titulaire avise ses sous-traitants ainsi que tout autre correspondant (y compris étrangers) de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Il est toutefois entendu que ne sont pas considérées comme confidentielles les informations tombées dans le domaine public ou connues ou acquises librement avant la date des présentes. De surcroît, la confidentialité est automatiquement levée en cas de demande d'information émanant d'une autorité judiciaire, administrative, réglementaire ou disciplinaire.

#### 1.4.4 - Représentation du Titulaire

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement des personnes qui s'y trouvent nommément désignées par le Titulaire. Aussi, le Titulaire affecte à la réalisation des prestations les intervenants ayant été désignés dans le cadre de son offre.

En particulier, le Titulaire affecte deux gestionnaires administratifs maximum et, le cas échéant, un juriste en propriété industrielle, conformément aux engagements qu'il a pris au titre de son offre.

En complément des stipulations de l'article 3.4.3 du CCAG PI, en cas d'insuffisance dans l'exécution de la prestation ou d'insuffisance dans la spécialisation dans la thématique de l'invention, le Pouvoir Adjudicateur peut demander au Titulaire le remplacement d'un ou plusieurs intervenants affectés à la réalisation des prestations.

Le Titulaire dispose alors d'un délai de 7 jours calendaires à compter de la notification de la demande du Pouvoir Adjudicateur pour présenter par écrit un ou des remplaçant(s) sous peine d'application d'une pénalité définie à l'article 13.2 du présent CCAP. Cette demande est accompagnée du CV (références, diplômes, expériences...) du/ des remplaçant(s) proposé(s).

Le / les remplaçant(s) proposé(s) par le Titulaire est/sont considéré(s) accepté(s) si le Pouvoir Adjudicateur ne le/les récusé pas dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la présentation écrite par le Titulaire.

A noter, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de procéder au dé-mandatement du Titulaire (confère article 13.7 du présent document), sans recourir à cette faculté.

Le même dispositif est applicable lorsqu'un intervenant affecté à l'exécution des prestations se trouve dans une impossibilité d'exécuter lesdites prestations (particulièrement en cas de démission). Dans cette hypothèse, le Titulaire signale cet évènement au Pouvoir Adjudicateur dans les plus brefs délais.

En cas d'absence prolongée d'un intervenant et ce quelles qu'en soient les causes, le Titulaire met en œuvre toutes les mesures propres à assurer un suivi efficace du/des dossier(s) gérés par celui-ci, sans surcout pour le Pouvoir Adjudicateur, ni perte de temps. A cet effet, l'équipe technique du Titulaire sera composée à minima de deux ingénieurs brevets, un ingénieur brevets référent en charge du dossier et un ingénieur brevets en support dans le cas où l'ingénieur brevets référent n'est pas en mesure d'assurer le suivi du dossier (absence prolongée, départ). L'ingénieur brevets référent veille à informer son suppléant de l'avancée du dossier, des éventuelles difficultés rencontrées et des discussions qu'il peut avoir avec le Pouvoir Adjudicateur pour que l'ingénieur brevets suppléant soit en mesure de poursuivre la procédure du dossier sans perte de connaissance. A minima, l'ingénieur brevets référent tient à disposition un dossier référençant ces différents éléments.

Aucun retard du Titulaire ne peut être justifié par le changement ou la récusation d'un intervenant : les pénalités de retard prévues au présent contrat peuvent être appliquées en cas de non-respect des délais contractuels.

#### 1.4.5 - Relations entre le Titulaire et ses conseils étrangers et traducteurs

Dans le cadre de toutes procédures nécessitant l'intervention d'un conseil étranger et/ou de traducteurs, le Titulaire assure une vigilance dans le choix des correspondants étrangers et des traducteurs.

#### 1.4.6 - Signalement des incidents

Le Titulaire prévient le Pouvoir Adjudicateur, par écrit, de manière motivée de tout événement et/ou fait dont le Titulaire a connaissance et de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, y compris si cet événement est imputable au Pouvoir Adjudicateur ou sort du périmètre des prestations, mais est susceptible d'avoir un impact sur celles-ci.

Le signalement par le Titulaire intervient dans un délai de deux jours ouvrés à compter de sa connaissance de l'événement.

Lorsqu'il a connaissance de l'événement par l'office ou par un correspondant étranger, le Titulaire apporte au Pouvoir Adjudicateur la preuve de la date à laquelle l'information lui a été transmise.

Lorsque le Titulaire a connaissance de l'événement par le Pouvoir Adjudicateur, le point de départ du délai de deux jours ouvrés est la date à laquelle le Pouvoir Adjudicateur a porté cette information à la connaissance du Titulaire. Dans le cas contraire, en cas de retard dans les délais contractuels prévus, les pénalités de retard prévues à l'article 13.1 du présent CCAP seront applicables. Dans tous les cas, le Titulaire doit prendre les mesures nécessaires pour y remédier.

#### 1.4.7 - Prise en compte des modifications en cours d'instruction

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur transmet au Titulaire des instructions, ou une modification de toute nature, y compris des instructions de facturation, ou la modification de la liste de copropriétaires ou d'inventeurs « au fil de l'eau », en précisant les modifications de la répartition et des nouveaux destinataires de facturation, le Titulaire doit prendre en compte cette modification, sans surcôt, à compter du jour de la réception, et suivant l'éventuel calendrier indiqué dans le courrier du Pouvoir Adjudicateur (modification rétroactive ou à venir) et engager toutes démarches appropriées et notamment la mise à jour de ses bases de suivi et de facturation.

#### 1.4.8 - Transfert

Au terme de l'accord-cadre ou en cas de résiliation de l'accord-cadre ou de dé-mandatement (en application de l'article 1.13.1 du CCTP), le Titulaire remet au Pouvoir Adjudicateur qui l'a dessaisi ou au nouveau mandataire de celui-ci tous les documents nécessaires à la protection des inventions, le dépôt, la gestion et la défense des titres de propriété industrielle correspondants, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire, ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de toute mission qui lui était confiée.

Cette transmission est effectuée de manière dématérialisée par l'intermédiaire d'un serveur sécurisé d'échange de données permettant au Pouvoir Adjudicateur de disposer des documents et données pour assurer et garantir l'exercice de ses droits dans le cadre de la protection des brevets, inventions, titres de propriété ayant fait l'objet d'intervention du Titulaire au titre du présent accord-cadre. Sur demande du Pouvoir Adjudicateur ce transfert de données et informations numérisées peut également se faire sur support électronique (DVD, clé USB) ainsi que sous forme « papier », y compris les originaux.

Le Titulaire s'engage à effectuer ce transfert de documents, sans surcôt pour le Pouvoir Adjudicateur, dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription et au plus tard :

- dans un délai maximum d'un (1) mois avant la fin de l'accord-cadre ;
- dans le délai indiqué dans le courrier de résiliation ;
- dans le délai indiqué dans le courrier de dé-mandatement ;

Cette prestation ne donne lieu à aucune facturation ni aucun règlement complémentaire.



Le présent accord-cadre devrait être notifié courant du mois de juillet 2026. Du fait de la fermeture estivale de l'Université Grenoble Alpes du vendredi 24 juillet 2026 au mardi 18 août 2026 (inclus), le transfert des dossiers en cours entre les titulaires sortants et les nouveaux titulaires ne pourra intervenir qu'à compter de la réouverture de l'établissement, et jusqu'au mois de novembre 2026

#### 1.4.9 - Gestion des annuités

Les titulaires n'ont pas l'exclusivité sur les prestations de gestion des annuités dans le cadre du présent marché.

Le cas échéant, si le Pouvoir Adjudicateur n'a pas confié la gestion des annuités au titulaire du lot concerné, ce titulaire s'engage à transmettre toutes les informations bibliographiques nécessaires au prestataire chargé de la gestion et du paiement des annuités et autres taxes de maintien en vigueur.

Le coût de cette prestation est inclus dans les prix indiqués au bordereau des prix unitaires et ne constitue par un surcoût pour le Pouvoir Adjudicateur.

### **1.5 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### **1.6 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

- Modalités spécifiques préalables à l'envoi d'un bon de commande concernant des prestations réglées en application de prix unitaires (coût horaire intervenant notamment) :

Le Pouvoir Adjudicateur transmet au prestataire une demande de devis (notamment chiffrage du temps nécessaire à la réalisation de la prestation qui fera l'objet d'une possible future commande).

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de commander ou non la prestation.

Seules les prestations commandées par le Pouvoir Adjudicateur ouvriront droit à paiement du Titulaire.

- Modalités spécifiques aux prestations réalisées par les correspondants étrangers :

Des coûts minimum et maximum sont prévus au CCTP et au bordereau des prix unitaires du Titulaire.

**Intérêt et contrainte de ces coûts minimum et maximum :**

En cours d'exécution du marché, le bon de commande transmis au Titulaire fera mention du montant minimum prévu au bordereau des prix unitaires du Titulaire ; Cela permet au Pouvoir Adjudicateur de ne pas mobiliser inutilement un volume de crédits trop important.

Le Pouvoir Adjudicateur procèdera ensuite au règlement de la prestation commandée au Titulaire et effectuée par un correspondant étranger sur la base d'une facture émise par ce dernier. Le montant réglé par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire ne pourra excéder le cout maximum prévu au CCTP du Titulaire.

Le Titulaire veillera à détailler dans le bordereau des prix unitaires le coût minimum et maximum, en indiquant notamment le montant affecté aux opérations administratives, techniques, bancaires et aux éventuels frais de gestion appliqués par le Titulaire.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Le lot concerné par la prestation ;
- La référence interne du Pouvoir Adjudicateur ;

- L'identification de la prestation / des prestations commandées par référence au CCTP, incluant le pays de la demande de brevet ou du brevet faisant l'objet de la prestation ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du Titulaire.
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### **1.7 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le bordereau des prix unitaires (BPU 1<sup>er</sup> onglet du bordereau des prix)
- Le cadre de réponse remis par le titulaire au titre de son offre, portant sur :
  - l'ingénierie affectée à l'exécution des prestations
  - les moyens humains affectés à l'exécution des missions annexes
  - les modalités de gestion de la copropriété
  - les dispositifs mis en place en matière RSE

**En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.**

## **3- Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

### 4.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 2 ans. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 6 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 5 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### 4.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour les motifs suivants :

Les prestations visées au présent accord-cadre sont rattachées à des titres de propriété industrielle dont la période de validité peut aller jusqu'à 20 ans. En particulier, les procédures de délivrance de ces titres pour lesquelles il est demandé une expérience et une expertise du titulaire ont une durée comprise entre 4 et 8 ans en fonction de la complexité du dossier. Une durée de l'accord-cadre de 6 ans permet de conserver l'expérience du titulaire sur la durée de la procédure, et également de prendre en compte la période d'exécution de la prestation. En effet, la période d'activité des cabinets sur des titres de propriété industrielle est comprise entre 4 et 8 ans.

## 5 - Prix

Les prestations objet de l'accord-cadre sont sous deux régimes de tarification tels que précisés dans le Bordereau des Prix Unitaires, soit l'un des régimes s'applique, soit l'autre :

- Le forfait qui est calculé sur la base du forfait administratif et du coût forfaitaire de l'intervenant technique ;
- Le taux horaire qui se décompose en forfait administratif et taux horaire de l'intervenant technique. Le taux horaire est complété lors de l'émission du devis par le nombre d'heures affectées à la réalisation de la prestation.

Pour les prestations faisant intervenir des correspondants étrangers, ces deux régimes sont complétés par le coût minimum et maximum du correspondant étranger.

### 5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations de l'accord-cadre à bons de commande seront réglées par application des prix unitaires prévus au bordereau des prix unitaires (et après éventuelle mise en œuvre de la clause de réexamen prévue à l'article 5.2 du présent document).

Les prestations réglées par application de prix unitaires sont réglées en fonction des quantités commandées.

En complément des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG P.I., les prix mentionnés par le Titulaire dans le bordereau des prix incluent tout type de débours et acte administratif nécessaires à la bonne réalisation des prestations.

Lorsqu'un brevet est en copropriété avec un ou plusieurs copropriétaires, les frais relatifs à la gestion de cette copropriété sont inclus dans les prix mentionnés.

Pour la bonne réalisation de chaque prestation, des réunions physiques, en visio-conférence ou téléphoniques pourront avoir lieu, autant de fois que nécessaire. Le coût de ces entretiens, comme les frais relatifs à leur préparation (compte rendu compris le cas échéant) est inclus dans les prix correspondant figurant dans le bordereau des prix unitaires.

Les prix n'incluent pas les diverses taxes payables aux Offices de brevets, qu'il appartient cependant au Titulaire de payer aux offices le cas échéant pour toutes les prestations décrites au CCTP.

## 5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de mars 2026 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes, pour l'ensemble des lots :

$$Cn = 0\% + 100\% (\text{SYN}(n) / \text{SYN}(o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence pour l'ensemble des lots, publié par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
SYN	Honoraires SYNTEC (sociétés assujetties à la TVA)

Actualisation des prix des prestations soumises à l'application d'un taux de change :

Les prestations réalisées par des correspondants étrangers sont soumises aux taux de change qui peuvent fluctuer entre la date d'émission du devis et celle de la facture. Le devis ainsi que la facture sont émis sur la base du taux de change en vigueur au jour de leur date d'édition, le montant de la facture peut ainsi être différent de celui du devis.

Modalités de transmission des prix ajustés :

Le titulaire devra transmettre ses nouveaux tarifs au pouvoir adjudicateur ([service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:service-commande-publique-sem@univ-grenoble-alpes.fr)), au moins 30 jours calendaires avant la date de chaque période de reconduction. A défaut, aucun ajustement de prix ne pourra être appliqué sur la nouvelle période. Les nouveaux tarifs sont considérés comme acceptés si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans un délai de 30 jours maximum à compter de leur date de réception.

## 6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Prestations Intellectuelles.

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Ce taux est fixé à 30 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### 7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

### 8.2 - Présentation des demandes de devis

Les devis seront transmis par voie dématérialisée, outre les mentions légales, avec les indications suivantes :

- la désignation du Pouvoir Adjudicateur
- la référence du présent accord - cadre
- la date et le numéro du devis
- la référence interne attribuée par le Pouvoir Adjudicateur (dans sa dernière version, le cas échéant)
- le lot concerné par la prestation
- le titre de l'invention

- le numéro et la date du dépôt prioritaire
- le numéro, le code pays et la date du dépôt de la demande faisant l'objet de la prestation
- le nom des copropriétaires
- la désignation des prestations et notamment la référence du ou des livrables correspondant et la date de transmission au Pouvoir adjudicateur
- les prix hors taxes des prestations
- le montant total hors taxes,
- le montant des taxes diverses acquittées en France par le Titulaire et notamment le montant des taxes officielles
- le montant des taxes diverses acquittées à l'étranger par le Titulaire et notamment le montant des taxes officielles
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total toutes taxes comprises
- en cas de facturation multiple, la quote-part du Pouvoir adjudicateur (taux et montant).

Les devis sont à transmettre prestation par prestation à l'exception du paiement des taxes annuelles qui est à transmettre par famille de brevets lorsque les échéances des brevets d'une même famille sont le même mois.

### **8.3 - Présentation des demandes de paiement**

#### **8.3.1 - Dispositions applicables en matière de facturation électronique (UGA et Grenoble INP - UGA)**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes
- La référence du présent accord - cadre
- Le numéro de bon de commande
- La date et le numéro de la facture
- La référence interne attribuée par le Pouvoir Adjudicateur (dans sa dernière version, le cas échéant)
- Le lot concerné par la prestation
- Le titre de l'invention
- Le numéro et la date du dépôt prioritaire
- Le numéro, le code pays et la date du dépôt de la demande faisant l'objet de la prestation
- Le nom des copropriétaires
- Le numéro d'engagement transmis par le Pouvoir Adjudicateur
- La désignation des prestations et notamment la référence du ou des livrables correspondant et la date de transmission au Pouvoir adjudicateur
- Les prix hors taxes des prestations
- Le montant total hors taxes,
- Le montant des taxes diverses acquittées en France par le Titulaire et notamment le montant des taxes officielles
- Le montant des taxes diverses acquittées à l'étranger par le Titulaire et notamment le montant des taxes officielles

- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total toutes taxes comprises
- En cas de facturation multiple, la quote-part du Pouvoir adjudicateur (taux et montant)

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du Code du commerce.

**Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO pour l'UGA :**

- 1° Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2° Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

**Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO pour Grenoble INP - UGA :**

- 1° Numéro d'identité du destinataire de la facture  
N° SIRET de L'Institut National Polytechnique de Grenoble : 193 819 125 00017
- 2° Le code service : FACTURES1\_AVEC\_ENGAG.

**8.3.2 - Dispositions applicables en matière de facturation par voie postale (SATT Linksiium)**

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**SATT LINKSIUM**  
Service administratif  
La Petite Halle  
31 rue Gustave Eiffel - 38000 GRENOBLE

**8.3.3 - Pièces justificatives du paiement des taxes**

En complément de sa demande de paiement, le Pouvoir adjudicateur peut demander au Titulaire de lui transmettre les pièces justificatives du paiement des taxes qui peuvent revêtir des formes diverses compte tenu des pratiques en vigueur dans les différents pays où sont effectuées les formalités mais qui comportent tous les éléments permettant de justifier la nature et le montant de la taxe ainsi que la preuve du paiement (exemple : récépissé, reçu individuel de l'office de brevets...).

En cas d'impossibilité justifiée de produire de telles pièces émises par les organismes et/ou correspondants étrangers, le Titulaire transmet un état dûment certifié par ses soins attestant du paiement effectif de la taxe en application du mandat qu'il détient du Pouvoir Adjudicateur.

**8.3.4 - Pièces justificatives des sommes engagées au titre de prestations commandées et effectuées par des correspondants étrangers**

En complément de sa demande de paiement, le Pouvoir adjudicateur peut demander au Titulaire de lui transmettre la facture acquittée auprès du correspondant étranger dans laquelle apparaissent toutes les mentions de nature à prouver la réalisation de prestations nécessaires à la bonne exécution du marché (ex : intitulé de la prestation, date de réalisation, brevet concerné, ...).

Cette facture fait clairement apparaître le montant réglé par le Titulaire audit correspondant étranger.

Ces pièces sont fournies en copie sur support numérique.

## **8.4 - Délai global de paiement**

Le Titulaire transmet toute facture au Pouvoir Adjudicateur dans un délai maximum de deux mois à compter de la réception des pièces justificatives. En cas de retard non justifié dans la transmission d'une facture, le Pouvoir Adjudicateur pourra appliquer les pénalités de retard prévues à l'article 13.8 du présent document.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoire est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## **8.5 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **8.6 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

# **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de transmission par le Pouvoir Adjudicateur des instructions de réalisation de la prestation.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

## **9.1 - Participation à des réunions**

### 9.1.1 - Réunion de cadrage

En début d'exécution du marché, une réunion de cadrage est organisée, notamment pour échanger sur les modalités précises d'exécution du marché et tout élément nécessaire au bon déroulement des prestations (évoqué à la demande de l'une ou l'autre des parties).

La participation à cette réunion, dans les locaux de l'UGA ou de Grenoble INP-UGA, est incluse dans les prix figurant au bordereau des prix unitaires et ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire.

La présence d'au moins un représentant du Titulaire est obligatoire lors de cette réunion.



### 9.1.2 - Réunion de présentation de l'invention

Suite à l'envoi par le Pouvoir Adjudicateur du bon de commande portant sur la prestation « rédaction de la demande de brevet en vue du dépôt d'une demande de brevet prioritaire » (cf. art 1.1.2 du CCTP), une réunion par visioconférence, ou sur demande du Pouvoir Adjudicateur, une réunion physique, est mise en place pour la présentation de l'invention au moins entre l'ingénieur brevets du Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur et l'inventeur principal.

La présence lors de cette réunion est incluse dans les prix figurant au bordereau des prix unitaires et ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire.

### 9.1.3 - Réunion en cas de difficulté d'exécution

En cas de difficulté d'exécution, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander au Titulaire de participer à une réunion dans les locaux de l'UGA ou de Grenoble INP-UGA en présence de l'intervenant affecté à la réalisation des prestations pour lesquelles des difficultés d'exécution sont rencontrées. Le cas échéant, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de demander la présence d'un responsable du cabinet.

La présence lors de cette réunion est incluse dans les prix figurant au bordereau des prix unitaires et ne donne lieu à aucune rémunération complémentaire.

## **9.2 - Suivi annuel du marché par le prestataire**

Dans le cadre du suivi de l'exécution des prestations, le Titulaire procède à toutes les relances nécessaires auprès du Pouvoir Adjudicateur jusqu'à la veille du jour de l'échéance.

### 9.2.1 - Budget estimé de maintien du portefeuille existant

Afin de lui permettre d'optimiser la gestion financière de son portefeuille de brevets, le Titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour Grenoble INP-UGA et au plus tard le 31 juillet de l'année en cours pour l'UGA et pour la SATT Linksium, un état prévisionnel du budget estimé de maintien du portefeuille existant pour l'année n+1.

Ce budget, estimatif, doit être le plus représentatif possible de l'année à venir. Il est basé sur des hypothèses faites dossier par dossier (dépôt ou non de demandes PCT dans l'année de priorité, dépôt ou non de demandes nationales ou régionales issues de la demande PCT, etc.).

Sauf demande spécifique du Pouvoir Adjudicateur transmise avant le 28 février de l'année en cours pour Grenoble INP-UGA et le 30 juin de l'année en cours pour l'UGA et pour la SATT Linksium, cet estimatif est établi sur la base des hypothèses suivantes :

- Aucune demande d'abandon de brevet durant le semestre ;
- Un passage en PCT au bout d'un an ;
- Un choix d'extension en Europe, US et Chine pour les phases nationales ;
- Et un choix de France, Allemagne et Royaume-Uni pour les désignations des pays européens après délivrance.

### 9.2.2 - Etat annuel des comptes

Le Titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur, au plus tard le 30 octobre de l'année en cours, un état des comptes comprenant l'ensemble des factures non acquittées à cette date afin d'en assurer le traitement par le Pouvoir Adjudicateur avant la fin de l'année civile.

### 9.2.3 - Etat récapitulatif des frais restants

Le Titulaire fournit au Pouvoir Adjudicateur un état récapitulatif des frais de prestations intellectuelles engagés mais non encore payés (avec indication des éventuels acomptes réglés) au plus tard le 30 octobre de l'année en cours.

### **9.3 - Tableaux de suivi du portefeuille**

Le Titulaire s'engage à fournir, trimestriellement, un tableau Excel (.xlsx) de mise à jour de l'ensemble des données juridiques attachées aux brevets gérés par lui. Cette mise à jour ne contient que les données nouvelles depuis le précédent envoi.

Annuellement en amont de la réunion de suivi et sur requête du Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire fournit un état complet du portefeuille sur le même modèle.

Toute modification dans le format du tableau de suivi du portefeuille demandée par le Pouvoir Adjudicateur, en cours d'exécution de l'accord-cadre, devra être intégrée par le Titulaire sans coût supplémentaire.

### **9.4 - Dispositions relatives à la sous-traitance**

Il est d'ores et déjà convenu que le Titulaire pourra sous-traiter tout ou partie des opérations suivantes :

- Dessins ;
- Traductions ;
- Interventions par les Correspondants étrangers auprès des Offices étrangers ;
- Formalités administratives de dépôt à l'étranger ou de validation européenne ;

Dans le cadre de toute procédure nécessitant l'intervention d'un sous-traitant, le Titulaire s'engage à traiter avec les sous-traitants cités dans son offre et à obtenir l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur en cas de changement de sous-traitants.

**Le Titulaire ne pourra en aucun cas sous-traiter l'exécution d'autres prestations.**

## **10 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

L'ensemble des communications et des échanges a lieu par voie dématérialisée, sauf demande expresse du Pouvoir Adjudicateur.

Le marché est soumis à une obligation "0 papier" : les échanges écrits, les livrables et les éventuels certificats doivent être traités intégralement de manière dématérialisée.

## **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

### **11.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

### **11.3 - Réexamen**

A l'issue de la réalisation des prestations commandées, s'il estime que la complexité de la mission s'est avérée différente de celle qui était prévue dans le bon de commande au démarrage de la mission, le Titulaire peut proposer au Pouvoir Adjudicateur le réexamen de cette qualification et le reclassement de la mission dans une autre ligne du BPU de l'Accord-cadre.

Cette proposition est argumentée et transmise par écrit par le Titulaire dans un délai maximum de sept (7) jours calendaires à l'issue de la réception des prestations telle que définie à l'article 27.1 du CCAG PI.

Le Pouvoir Adjudicateur fait connaître son acceptation dans un délai de vingt-et-un (21) jours calendaires à compter de la notification de la demande par le Titulaire. En cas de silence gardé par lui durant ce délai, la requalification est réputée refusée par le Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'acceptation de requalification par le Pouvoir Adjudicateur et sans préjudice d'une éventuelle décision de réception avec réfaction prononcée par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire facture les prestations sur la base des prix réexaminés.

En cas de refus de requalification par le Pouvoir Adjudicateur et sans préjudice d'une éventuelle décision de réception avec réfaction prononcée par le Pouvoir Adjudicateur, le Titulaire facture les prestations sur la base des prix fixés dans le bon de commande.

## **12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du Pouvoir Adjudicateur.

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits et obligations respectifs du Pouvoir adjudicateur et du Titulaire, est l'option B de l'article 25 du CCAG-PI.

Le Titulaire cède notamment au Pouvoir Adjudicateur, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toutes natures afférents aux résultats permettant au Pouvoir Adjudicateur de les exploiter librement, y compris à des fins commerciales, et sans contrepartie ou retour financiers pour le Titulaire. Cette cession vaut pour le monde entier et pour toute activité du Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur peut notamment, dans le respect des droits moraux, librement et gratuitement reproduire, représenter et distribuer les résultats dans les conditions mentionnées à l'article 25.1.1 option B du CCAG-PI.

Le Pouvoir Adjudicateur peut également, librement et sans contrepartie pour le Titulaire, concéder des licences, des sous-licences et tout autre droit à des tiers.

## **13 - Pénalités**

Le présent article déroge à l'article 14.1 du CCAG P.I.

### **13.1 - Pénalité en cas de retard de signalement d'un incident**

En cas de non signalement d'un incident tel que prévu à l'article 1.4.6 du présent CCAP constatés à 3 reprises par le Pouvoir Adjudicateur et ayant chacun fait l'objet d'un constat écrit transmis au Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100 euros forfaitaire par jour de retard.

### **13.2 - Pénalité en cas de non-remplacement d'un intervenant**

En cas de non remplacement d'un ou de plusieurs intervenant(s) dans les conditions prévues par l'article 1.4.4 du présent CCAP, le Pouvoir Adjudicateur peut sanctionner le Titulaire par application, après mise en demeure infructueuse, d'une pénalité de 200 euros par jour calendaire de retard pour les seizièmes, dix-

septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième jours de non remplacement et de 300 euros par jour calendaire de non remplacement supplémentaire.

### **13.3 - Pénalité en cas d'absence à une réunion**

En cas d'absence à une réunion programmée par le Pouvoir Adjudicateur, constatée à 2 reprises par le Pouvoir Adjudicateur et ayant chacun fait l'objet d'un signalement écrit transmis au Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100 euros forfaitaire au Titulaire.

### **13.4 - Pénalité en cas de retard dans la réalisation des prestations de suivi annuel du marché**

En cas de retard dans l'exécution des prestations prévues à l'article 9 du présent document, concernant le suivi annuel du marché par le Titulaire, constatés à 2 reprises par le Pouvoir Adjudicateur et ayant chacun fait l'objet d'un signalement écrit transmis au Titulaire, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 100 euros forfaitaire au Titulaire.

### **13.5 - Pénalité en cas de retard de transmission des pièces et informations en cas de transfert**

En cas de non-respect par le Titulaire du délai fixé à l'article 1.4.8 du présent CCAP pour la transmission des documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire, ainsi que toutes les pièces et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée, une pénalité de 100 euros par jour de retard peut être appliquée par le Pouvoir Adjudicateur sans mise en demeure préalable.

Le Pouvoir Adjudicateur peut exonérer le Titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Il notifie alors sa demande d'exonération au Pouvoir Adjudicateur et expose les motifs de son retard par courriel, à l'adresse électronique figurant dans le bon de commande.

### **13.6 - Pénalités applicables au titre des missions décrites au CCTP**

Les missions décrites au CCTP font l'objet de pénalités de retard dont le montant et les modalités de leur application sont fixées audit document.

### **13.7 - Sanction pour mauvaise exécution des prestations - qualité insuffisante**

Dans l'hypothèse où le Pouvoir Adjudicateur ne serait pas satisfait de la qualité des prestations réalisées par le Titulaire dans le cadre de l'accompagnement, du conseil et de la gestion d'un seul et même brevet, il lui appartient de signaler par écrit au Titulaire les dysfonctionnements relevés en rappelant les faits ainsi que les conséquences constatées (problème de communication entre le Titulaire et les inventeurs, analyse erronée ou insuffisante des notifications émises par les offices, argumentation inadaptée au domaine scientifique, manque de conseil sur la réponse à apporter à une notification,...).

Il ne s'agit pas ici de sanctions au titre du retard dans l'exécution des prestations, mais de défaut constaté dans la qualité des prestations accomplies.

Le Titulaire peut apporter toutes justifications utiles, par écrit, au Pouvoir adjudicateur, dans un délai qui ne saurait excéder 2 semaines à compter de la réception du signalement.

Dans le cas où aucune justification n'a été considérée comme valable par le Pouvoir adjudicateur, ce dernier se réserve par décision motivée, la possibilité de procéder à un dé-mandatement du Titulaire dans les conditions prévues au présent accord-cadre (articles 1.13.1 du CCTP et 1.4.8 du présent document). Le Pouvoir adjudicateur, en fonction des circonstances de l'espèce, se réserve la possibilité de faire procéder à l'exécution des prestations par un autre prestataire, y compris aux frais et risques du Titulaire défaillant. Celui-ci est informé des raisons motivées de ce dé-mandatement.

L'exécution des prestations non concernées par la procédure de dé-mandatement se poursuit en application des dispositions contractuelles.

### **13.8 - Pénalités en cas de non transmission de la facture à réception des pièces justificatives**

En cas de retard non justifié de la part du titulaire, dans la transmission des factures dans le délai imparti prévu à l'article 8.4 du présent document, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 40 euros forfaitaires par jour de retard au Titulaire, après mise en demeure infructueuse.

### **13.9 - Exonération et plafonnement des pénalités**

Le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à mille (1 000) euros HT pour l'ensemble du bon de commande concerné.

Le Pouvoir Adjudicateur peut exonérer le Titulaire de ces pénalités si ce dernier invoque une cause de retard qui ne lui est pas imputable. Il notifie alors sa demande d'exonération au Pouvoir Adjudicateur et expose les motifs de son retard par courriel, à l'adresse électronique figurant dans le bon de commande.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20 % du montant des dépenses engagées sur une année.

### **13.10 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,00 % du montant HT de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15- Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du Titulaire.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles